



## **Salaires, postes, conditions de travail, réformes : éducation en danger - Grève unitaire le 1<sup>er</sup> février**

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations syndicales **FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action, SUD éducation** appellent à une action de grève et des manifestations le jeudi 1<sup>er</sup> février 2024.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation.

Par ailleurs, le ministre s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui sont la première cause de la précarité des AESH, AED, catégories C, contractuels dans l'Éducation Nationale.

Il est encore temps de renoncer aux suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. **Dans notre département, la ministre supprime 26 postes dans les écoles et 105 postes dans les lycées.** La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux.

**Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture.**

C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.
- Des recrutements d'AESH à hauteur des besoins, avec un statut de fonctionnaire et un vrai salaire.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'école inclusive comme la mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de mettre la main sur les notifications MDPH).

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

**Nos organisations syndicales exigent le retrait de ce projet de réforme du lycée professionnel !**

Pour toutes ces raisons, les organisations du département des Deux-Sèvres FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'action et Sud éducation appellent à se réunir à **9 h en Assemblée Générale** à la maison des syndicats rue Cugnot à Niort et à manifester à **11 h 30 devant la DSDEN, le Jeudi 1er Février 2024.**